

Gilets jaunes, rouges, verts, violets...

Rassemblons nos colères, soyons à l'offensive

Depuis le 17 novembre, plusieurs milliers de personnes se retrouvent quotidiennement pour effectuer des blocages, notamment à la périphérie des agglomérations ■ La revendication de départ sur les taxes sur les carburants s'est élargie : contre l'injustice fiscale, la baisse générale du pouvoir d'achat, les cadeaux faits aux plus riches, les inégalités... ■ Au-delà, le climat social se réchauffe : des secteurs mettent la grève à l'ordre du jour ; la mobilisation du 24 novembre contre les violences sexistes et sexuelles a eu une ampleur jamais vue ■ L'enjeu du moment : passer à l'offensive généralisée contre le président des riches, son gouvernement et sa politique.

Mépris de classe et de caste

Le gouvernement, et tous ceux qui tablaient sur le fait que le 17 novembre ne serait qu'un feu de paille, en sont pour leurs frais. La journée du 24 a été un nouveau temps fort de mobilisation, et les blocages ne cessent pas. Au vu des réponses gouvernementales, il est tout à fait logique que la colère ne faiblisse pas. Aucune réponse sur les revendications, mais la volonté de parquer les gilets jaunes voulant manifester à Paris au Champs de Mars. **De fait Macron est aussi sourd et aveugle vis-à-vis des gilets jaunes que vis-à-vis des autres mobilisations, depuis le début de son quinquennat.**

C'est le même mépris de classe et de caste, qu'il s'agisse du mouvement d'aujourd'hui ou de la lutte des cheminot·e·s, au printemps dernier, contre la casse du ferroviaire.

Tout pour les riches et les actionnaires

Mais il y a un moment où le mépris, ça suffit. La colère populaire est profonde. L'augmentation de la taxe carbone, au moment où le prix du carburant est particulièrement élevé, a fait sauter le couvercle de la marmite. L'augmentation générale des prix (voir encadré ci-contre pour les hausses de 2018), couplée au gel des salaires, des traitements et des pensions fait que **notre pouvoir d'achat ne cesse d'être rogné. Les ménages ont perdu 500 € par an entre 2008 et 2016**, selon l'OFCE (l'observatoire français des conjonctures économiques). Pour bon nombre d'entre nous, les fins de mois commencent bien avant le 15.

Tout cela alors que l'ISF, qui rapportait 5 milliards d'euros a été supprimé. En clair, alors que la situation des catégories poulaires se dégrade, les plus riches sont choyés. En 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 45 milliards de dividendes à leurs actionnaires.

L'argument hypocrite de l'écologie

Macron, Philippe et Cie tentent de nous culpabiliser en se planquant derrière l'argument de l'écologie. Quelle blague ! **Le projet de loi de finances rectificative pour 2018 transfère 577 millions d'euros de recettes de la taxe sur les carburants, au départ prévus pour la transition écologique, vers le budget général.** Par ailleurs, qui fait fermer des milliers de voies ferrées ? Qui ferme des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, et nous oblige à prendre notre bagnole pour faire des dizaines de kilomètres ?

A *Sud*, nous pensons que la lutte contre le réchauffement climatique est trop importante pour servir d'argument démagogique au gouvernement. Parce que l'écologie et le social sont indissociables, nous défendons les transports collectifs comme le train, qui sont une des alternatives au tout-voiture comme au tout-camion. Nous sommes également pour des services publics au plus près de la population, y compris dans les zones rurales.

Le syndicat : notre outil, pour nos luttes

Une partie du mouvement syndical a montré son désintérêt à l'égard d'un mouvement dont la dynamique s'est créée en dehors de lui. Mais, la mobilisation s'ancrant, les positions ont tendance à évoluer. **Les syndicalistes ont en effet toute leur place dans ce mouvement, à condition de la prendre, et**

bien sûr sans prétendre maintenant le diriger.

Le syndicat est utile parce qu'il permet de nous regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens.

Carburant : + 13 %
Fioul domestique : + 36 %
Gaz : + 7 %
Timbre-poste : + 10 %
Electricité : + 17 %
Tabac : + 10 %
Abonnement bus : + 3 %
PV stationnement : + 130 %
Cantine scolaire : + 1 à 3 %
Mutuelle : + 5 %
Assurances : + 3 %
CSG : + 21 %
Carte grise : + 15 %
Contrôle technique : + 15 %
Frais bancaires : + 13 %
Péages : + 1,3 %
Forfait hospitalier : + 15 %
Inflation : + 2,2 %



Le syndicat est aussi l'outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l'exploitation est la plus forte : l'entreprise. Le syndicalisme doit se mettre au service de la lutte par la diffusion de l'information, en prenant la parole dans les assemblées générales, en lançant des préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions et le blocage de l'économie.

Ni ignorance, ni mépris, ni récupération. Nous sommes là pour aider à la construction d'un mouvement qui doit garder son autonomie. La construction, par ses propres actrices et acteurs, d'un cadre démocratique pour ce mouvement, est le meilleur moyen de faire échec aux tentatives d'instrumentalisation, qu'elles viennent des politiciens d'extrême-droite ou du gouvernement.

Et maintenant ?

Nous sommes disponibles pour participer à une mobilisation populaire, pour défendre les intérêts des salarié-e-s, y compris privé-e-s d'emploi, des retraité-e-s et des jeunes. Cela n'est pas compatible avec la récupération que tente l'extrême-droite qui, elle, veut nous diviser : entre Français et immigré-e-s, entre fonctionnaires et salarié-e-s du privé, entre jeunes et retraité-e-s. **Ce n'est pas compatible non plus avec les dérives homophobes, racistes, sexistes qui sont apparues en marge de certains blocages et que nous condamnons sans aucune ambiguïté.** Nous sommes prêt-e-s à participer à la construction de comités populaires dans le maximum de villes, sur ces bases claires, dans notre intérêt de salarié-e-s, pas pour servir la soupe aux politiciens, aux patrons ou aux fachos.

Les initiatives unitaires qui se sont constitués autour du 17 novembre en Loire-Atlantique, en Haute-Garonne, ou dans les Pyrénées-Orientales, avec des plateformes revendicatives locales, sont un appui pour aller dans ce sens.

Offensive générale contre Macron !

Il est clair que le 17 novembre a ouvert une nouvelle séquence politique et sociale dans le pays. **Mais, au-delà des gilets jaunes, la situation témoigne d'un niveau de ras le bol tel que la cote de popularité de Macron est du niveau de celle de Hollande en fin de mandat (qui crevait pourtant le plancher !).** Des secteurs, comme les raffineries, mettent à profit la situation pour mobiliser par la grève. L'arme de la grève est en effet décisive. Elle permet de bloquer les moyens de production et les services.

Le succès des manifestations du 24 novembre contre les violences sexistes et sexuelles, avec des dizaines de milliers de femmes (mais aussi d'hommes) dans la rue, **participe également à ce climat.** D'autant plus que les mobilisations féministes de grande ampleur sont souvent annonciatrices de mouvements sociaux généralisés, comme en novembre-décembre 1995.

C'est donc la perspective d'une offensive généralisée contre Macron qui est en ligne de mire. Seule une telle mobilisation sera à même de faire plier ce gouvernement, dont la morgue est à la hauteur des attaques qu'il mène contre les classes populaires.

Un plan d'urgence, parce que nos vies valent plus que leurs profits !

- ★ Stop aux hausses des prix
- ★ Suppressions des taxes et autres impôts indirects injustes, à commencer par la TVA (dont le montant est le même pour tout-e-s, quel que soit notre revenu)
- ★ Rétablissement de l'ISF, pour une réelle taxation des grandes fortunes et des profits des grandes entreprises
- ★ Augmentation des salaires, des retraites et des prestations sociales, pas de SMIC en-dessous de 1 700 €
- ★ Développement massif des services publics, comme les écoles, les hôpitaux, les bureaux de poste
- ★ Réouverture des lignes de train secondaires, plan de développement des transports en commun
- ★ Plan de construction de logements accessibles, bien isolés et économes en énergie
- ★ Gratuité des transports en commun
- ★ En attendant, prise en charge intégrale du coût des transports par l'employeur (abonnements transports en commun et frais d'essence)
- ★ Les réorganisations successives et les suppressions d'emplois et de postes nous font travailler dans des conditions indignes : plan d'embauches massif

